

**L'incidence de la variable fiscale sur la performance
de l'entreprise. Cas de la SARL KAPS
ELECTRONICS**

Dr. Akila **RACHEDI** née **ZOUAOUI**¹, U.-Tizi-Ouzou.

Dr. Abdelmadjid **BADI**², U.Tizi-Ouzou.

RESUME

Ce travail se focalise sur l'impact de l'imposition fiscale sur la performance de l'entreprise algérienne, notamment la performance financière. D'un point de vue managérial, il est important d'évaluer l'effet de la fiscalité sur la performance de petite et moyenne entreprise (PME) algériennes.

Aussi, dans le but d'enrichir la réflexion sur l'incidence fiscales sur la performance au contexte PME, ce travail a pour ambition d'aboutir à partir d'une étude empirique, à une meilleure compréhension des pratiques de gestion fiscales qui ont cours dans la PME Algérienne, d'analyser, d'identifier la stratégie d'optimisation fiscale implantée et d'établir dans quelle mesure la fiscalité encourage ou au contraire décourage-t-elle la croissance des PME?

Mots clés : Normes Fiscalité ; gestion financière ; Performance ; PME Algériennes ;

¹ Maître de Conférences(B) , chercheur. Laboratoire de recherche

Management des Organisation (LAREMO) UMMTO. E-Mail : zouaakila@yahoo.fr

²Maître de Conférences(A), chercheur. UMMTO. E-Mail : abadiom@yahoo.fr

ملخص

يركز هذا العمل على دراسة تأثير الضرائب في أداء الشركة الجزائرية، بالخصوص والمتوسطة و تقييم تأثير الضرائب على هذا الأداء . الأداء المالي للمؤسسات الصغيرة و من أجل إثراء النقاش حول تأثير الضريبة على أداء المؤسسات الصغيرة والمتوسطة، يهدف هذا العمل إلى التحقق عن طريق دراسة ميدانية فهم أفضل ممارسات وتحديد. التسيير المالي السائد في المؤسسات الصغيرة والمتوسطة الجزائرية، تحليل إستراتيجية تحسين الضرائب الكلمات الدالة: معايير الضرائب، التسيير المالي، الأداء المالي، المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

INTRODUCTION

Alors que l'influence fiscale sur la performance n'est pas négligeable, elle est cependant peu appréhendée en science de gestion et les travaux à vocation fiscale sont rares, Nicolai J.P. et Leroux V., (1991). L'importance de la fiscalité dans la vie de l'entreprise et la rareté des études ayant intégré la variable fiscale dans les décisions financières de l'entreprise ont constitué une motivation pour effectuer cette recherche.

Aussi, la gestion de la fiscalité devient-elle un axe clé de la gestion de la performance des processus. La fiscalité peut en effet, devenir un levier de la performance de l'entreprise quant elle est organisée et pilotée au lieu d'être subie. Elle est devenue un paramètre nécessaire à la gestion de toute organisation, paramètre dont l'utilisation judicieuse procure une plus value certaine, du fait essentiellement des incidences qu'il peut avoir en termes de flux de trésorerie Cozian M; (1980), Carré E. (1969). De plus, associer la variable fiscale aux décisions financières est pertinent dans la mesure où l'objectif de maximisation de la valeur de l'entreprise, peut être assuré tout en adoptant une stratégie de conformité à la règle fiscale et d'optimisation fiscale (adoption des choix fiscaux les plus

profitables pour l'entreprise), Crépon B. et Gianella C., (2001), Cozian M; (1980), Nicolai J.P. et Leroux V., (1991).

Dans le but d'enrichir la réflexion sur l'impact fiscal sur la performance de l'entreprise par le biais d'une étude empirique, L'analyse se focalise ici, sur les pratiques liées à l'élaboration et l'utilisation d'une stratégie d'optimisation fiscale dans la recherche d'une meilleure performance.

Nous proposons dans un premier temps, le cadre théorique de la recherche et une revue de la littérature concernant le concept de performance, ensuite le cadre méthodologique de la recherche et enfin, les résultats.

A. LE CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE

La théorie de la « tétranormalisation » est aujourd'hui reconnue comme une véritable solution à la situation de crise, un vecteur de croissance et de développement de l'économie. Pour s'en convaincre, il suffit de constater le nombre important de réflexions sur le thème qui sont apparues ces dernières années Savall et Zardet (2005,2009,2011,2012) , Savall ,H, Zardet,V., Bonnet ,M ,. (2009).

Les entreprises et les organisations évoluent dans un univers de plus en plus encombré de normes en tous genres, un univers « tétranormalisé » c'est-à-dire activé par quatre grands pôles de normes : les normes d'activité, de production et d'échanges commerciaux (OMC...), les normes comptables, fiscales et financières (IASB, IFRS...), les normes sociales relatives à l'emploi et aux conditions de vie au travail (OIT...), enfin les normes de qualité, environnement et de sécurité (ISO...). Ces normes émanent de différentes institutions et exercent une influence, une emprise de structure, de sorte que

le décideur est souvent interloqué de constater que cette normalisation est disloquée, du fait qu'il existe de nombreuses incompatibilités entre normes.

Un nouveau contexte d'étude de la gouvernance à savoir le contexte tétranormatif proposé par l'ISEOR (Institut de socio-économie des entreprises et des organisations). Selon H.Savall et V.Zadet (2005), dans le but d'analyser, d'identifier et d'établir dans quelle mesure les dirigeants doivent s'adapter, intégrer ou non une stratégie proactive face à une prolifération accrue des normes qui émanent d'institutions publiques nationales, supranationales, régionales ou locales, ou encore d'organismes privés dicteurs de normes ou de référentiels, d'organisations professionnelles, et d'organisations non gouvernementales.

Le pilotage des entreprises peut-il intégrer alors ces multiples normes souvent contradictoires, sans mettre en péril leur raison d'être, leur performance et leur capacité de survie-développement ?

• REVUE DE LA LITTÉRATURE

Les stratégies d'optimisation fiscale intégrant mieux les normes de l'environnement tétranormalisé sont possibles, viables et avantageuses pour l'entreprise. Les quelques travaux abordant les stratégies d'optimisation fiscale ont été soulignés par Soulef DAMMAK(2006), elle note que : « D'après Parot (1989)¹, l'exercice des choix fiscaux les plus favorables pour l'entreprise rencontre toutefois une double limite : une limite juridique, celle de l'abus de droit et une limite d'opportunité qui relève de la politique générale de l'entreprise confrontée à certains choix stratégiques.

¹ Op cite par Soulef DAMMAK épouse ACHICH(2006), p 19

Capiez (1994)¹ précise que l'optimisation fiscale consiste à minimiser principalement l'impôt sur les bénéficiaires afin de maximiser le résultat après impôts, pour chacune des parties prenantes d'un contrat relatif à une situation économique donnée, sous la contrainte d'un certain volume de production de biens ou de services à réaliser et des coûts d'exploitation correspondants.

De leurs parts Scholes et Wolfson (1992)² précisent que la planification fiscale consiste pour toutes les parties prenantes d'un contrat relatif à une situation économique donnée, à obtenir la performance maximale en recherchant la minimisation de tous les coûts aussi bien les coûts fiscaux que les coûts de transaction liés au contrat. La perspective est globale tant au sens de la prise en compte de tous les impôts et de tous les coûts non fiscaux, qu'au sens de l'efficacité organisationnelle.

Avouyi-Dovi et al (1987)³ argumentent que le modèle d'investissement peut être amélioré par la prise en compte de l'effet de la fiscalité sur l'investissement. Ils ont lié directement l'investissement à une variable spécifique notée "fisc" qui reflète la fiscalité ». A cet effet, plusieurs stratégies d'optimisations fiscales peuvent être adoptées par les entreprises Soulef DAMMAK (2006) tels que : Optimisation fiscale à travers le choix de la méthode d'amortissement, Optimisation fiscale à travers les incitations(avantages) fiscales.

Cette prolifération normative et dans le cadre de cette recherche, l'imposition fiscale, est elle une menace ou au contraire une opportunité pour l'entreprise et son dirigeant? Quelle démarche, le décideur-stratège doit-il mettre en œuvre pour transformer en opportunités les contraintes liées à un

¹ Op cite par Soulef DAMMAK épouse ACHICH(2006), p 19

² Op cite par Soulef DAMMAK épouse ACHICH(2006), p 19

³Op cite par Soulef DAMMAK épouse ACHICH(2006), p 19

environnement normatif (les différentes taxes) de plus en plus complexes ?

Pour ce faire, trois questions ont guidé notre réflexion :

- Quels sont les indicateurs à utiliser pour mesurer la performance financière de la SARL KAPS ELECTRONICS ?
- Quelle stratégie d'optimisation fiscale la SARL KAPS ELECTRONICS adopte ?

Pour appréhender notre étude et répondre efficacement à nos questions de recherche, nous avons formulé l'hypothèse suivante :

- La SARL KAPS ELECTRONICS ne crée pas de la valeur et court le risque de défaillance due au déséquilibre financier préoccupant qui caractérise son exploitation par le choix d'une stratégie d'optimisation fiscale.

B. LE TERRAIN ET LA METHODOLOGIE DE RECHERCHE

La société KAPS ELECTRONICS est une Société à Responsabilité Limité au capital d'un 20 000 000 DA, crée le 02/01/2007. C'est une entreprise spécialisée dans l'importation, la distribution, la prestation et l'intégration de matériel et de solutions audiovisuelles, compte de nombreuses réalisations en Algérie dans les différents domaines couverts par les techniques de l'image et du son. Siège Social de la société : TIZI-OUZOU. Succursale d'Alger : Dély-Ibrahime – Alger. Le chiffre d'affaires de la SARL ELECTRONIC durant ces 03 dernières années se présente comme suit : **Exercice 2015 :**

92 173 518 millions de DA ; **Exercice 2014** : 66 609 724 millions de DA, **Exercice 2013** : 29 014 361 millions de DA.

Le mode opératoire de la recherche s'est articulé autour :

- Des entretiens : c'est au travers d'eux qu'une mine d'informations qualitatives a été collectée pour consolider nos connaissances sur l'entreprise. Ils ont ciblé :
 - Le gérant de la SARL KAPS ELECTRONIC;
 - Le service comptabilité
 - D'exploitation de la documentation interne à savoir, les bilans comptables et les comptes résultats des trois dernières années.

C. RESULTATS DE LA RECHERCHE

Présentation des états financiers de la société KAPS ELECTRONICS

1. Présentation des bilans financiers :

En vue de procéder à l'évaluation et à l'appréciation de la situation financière, de la solvabilité et de la liquidité de l'entreprise, Les bilans financiers sont les plus approprié. Pour permettre une meilleure visualisation, une présentation graphique de ces bilans est nécessaire.

1.1 Bilans condensés :

Ces bilans établi à partir des bilans comptables comprend quatre (04) masses à l'actif : valeur immobilisées, valeurs d'exploitation, valeurs réalisables et valeurs disponibles ; et trois masse au passif : capitaux propres, dettes à long et moyen terme et dettes à court terme. Pour la période de notre étude, ces bilans condensés ce présente comme suit :

Tableau 1 : Actif « version condensés »

Année Actif	2013	%	2014	%	2015	%
VI	36 903 134	28	31 195 798	27	43 735 259	38
VE	20 530 000	15	15 761 499	14	2 255 143	2
VR	72 785 067	55	67 704 155	58	66 119 895	57
VD	3 322 502	2	1 458 075	1	2 902 772	3
Total	133 540 703	100	116 119 527	100	115 013 069	100

Source : nous même à partir des bilans financiers.

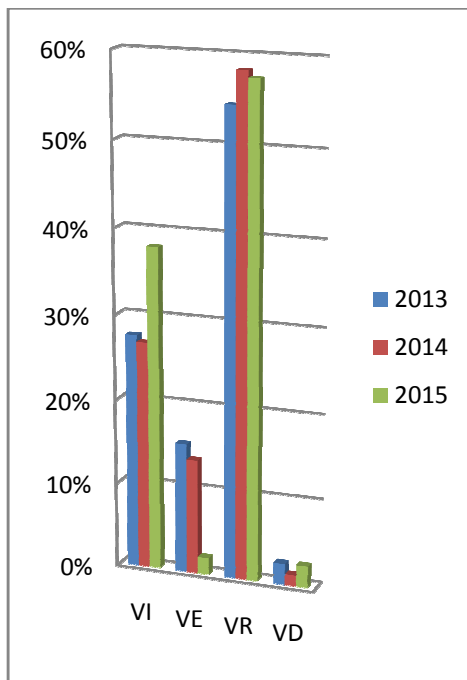
Tableau 2 : Passif « version condensés »

année Passif	2013	%	2014	%	2015	%
CP	36 137 624	27	34 438 732	30	35 808 266	31
DLMT	-	0	-	0	-	0
DCT	97 403 079	73	81 680 795	70	79 204 803	69
Total	133 540 703	100	116 119 527	10	115 013 069	100

Source : nous même à partir des bilans financiers.

1.2 Présentation graphique de la structure des bilans :

Figure 1 : Évolution de la part relative des rubriques de l'actif



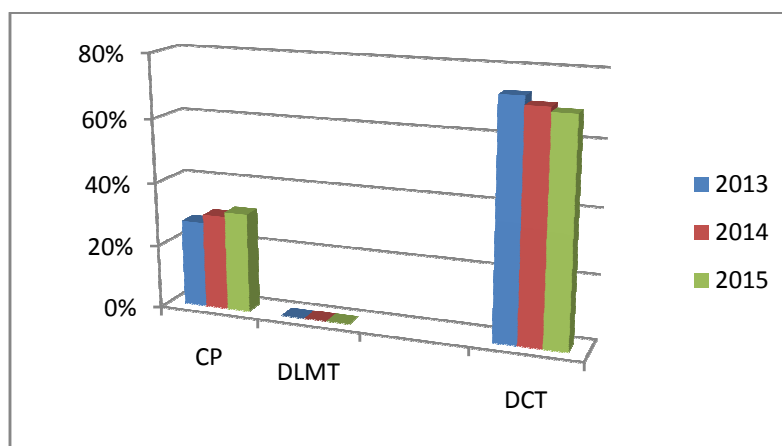
Source : à partir du tableau

1.

Commentaire :

Nous constatons que l'actif est dominé par les valeurs réalisables (soit 55%, 58% et 57% de l'actif total respectivement 2013, 2014 et 2015). Les d'exploitation représente une part faible de l'actif total, tout ceci est compréhensif pour une entreprise de prestataire de service.

Figure 2 : Évolution de la part relative des rubriques du passif



Source : à partir du tableau 2.

Commentaire :

On remarque que plus de la totalité du passif se trouve dans les dettes a court terme. Ainsi les créanciers ne sont plus sur d'être payer, car les dettes dépassent la valeur des actif de l'entreprise.

2. Présentation des soldes intermédiaires de gestion :

Le compte de résultat ou d'exploitation est un document dans lequel les produits et charges d'une entreprise intervenus au cours d'un exercice sont enregistrés. Il fait apparaître le bénéfice ou la perte de l'exercice sans description.

Les S.I.G établis à partir des comptes du résultat, constituent un outil d'analyse de l'activité et de la rentabilité de l'entreprise.

Le calcul des soldes intermédiaires de gestion permet :

- D'apprécier la performance de l'entreprise et la création des richesses générées par son activité ;
- De décrire la répartition de la richesse créée par l'entreprise entre les salariés et les organismes sociaux, l'État, les apporteurs des capitaux et l'entreprise elle-même ;
- De comprendre la formation du résultat net en le décomposant. Ainsi, le tableau suivant, nous présente ces différents soldes intermédiaires de gestion pour le cas de la SARL ELECTRONICS qui nous concerne dans ce présent travail durant la période de notre étude.

Tableau 3 : Soldes intermédiaires de gestion (SIG)

COMPTE DE RESULTAT/NATURE			
LIBELLE	2013	2014	2015
Ventes et produits annexes	29 014	66 609	92 173
	361	724	518
Variation stocks produits finis et en cours	20 530	-12 030	-8 500
	000	000	000
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE	49 544	54 579	83 673
	361	724	518
Achats consommés	-1 878	-15 029	-24 818
	253	421	988
Services extérieurs et autres consommations	-19 343	-18 985	-38 773
	406	170	230
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE	-21 221	-34 014	-63 592
	659	591	218

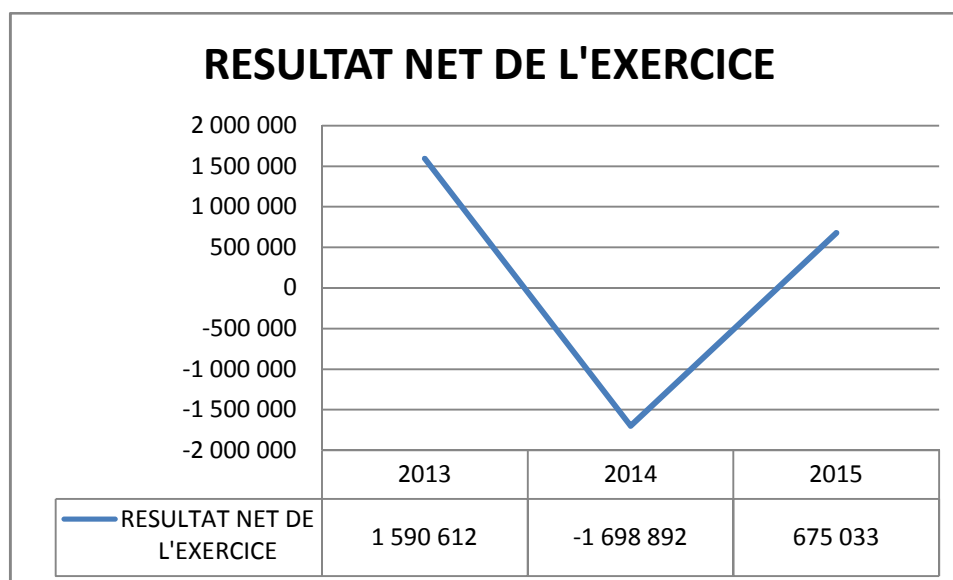
L'incidence de la variable fiscale sur la performance de l'entreprise.
Cas de la SARL KAPS./ Akila ZOUAOUi / Abdelmadjid BADI

III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)	28 322 701	20 565 132	20 081 300
Charges de personnel	-12 174 165	-9 061 274	-11 047 819
Impôts, taxes et versements assimilés	-811 724	-1 065 362	-1 357 704
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	15 336 812	10 438 496	7 675 775
Autres produits opérationnels	47 136	119	163 019
Autres charges opérationnelles	-2 209 482	-2 057 500	-3 912 932
Dotations aux amortissements, provisions	-10 285 098	-9 566 174	-4 860 878
Reprise sur pertes de valeur et provisions			
V- RESULTAT OPERATIONNEL	2 889 368	-1 185 059	-935 016
Produits financiers		62 437	3 655 986
Charges financiers		-576 270	
VI-RESULTAT FINANCIER		-513 832	3 655 986
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)	2 889 368	-1 698 891	2 720 970
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	-1 298 757		-2 045 937
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires			
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	49 591 498	54 642 280	87 492 524
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	-48 000 886	-56 341 172	-86 817 491

VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	1 590 611	-1 698 891	675 033
Éléments extraordinaires (produits) (à préciser)			
Éléments extraordinaires (charges) (à préciser)			
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 590 611	-1 698 891	675 033

Source : à partir bilans de la société

Figure 3 : Évolution des résultats (2013, 2014 et 2015)



Source : à partir du tableau 3.

3. Analyse des résultats

1. Analyse de l'équilibre financier :

Tableau 4 : Les indicateurs d'équilibre financiers

Éléments	Formules	Exercice comptable		
		2013	2014	2015
FR	CP - AI	-765 510	3 242 934	-7 926 993
BFR	(VE+VR) -DCT	-4 088 012	1 784 859	-10 829 765
TN	FR - BFR	3 322 502	1 458 075	2 902 772

Source : à partir des tableaux 1 et 2.

Commentaire :

Après le calcul des trois indicateurs des équilibre durant les trois années 2013, 2014,2015, on constate que :

- les fond de roulement sont insuffisants et négatifs, ce indique une insuffisance de financements stables. Ce principe veut que les emplois durables soient financés par les ressources durables. Cette situation porte préjudice à l'entreprise qui est par conséquent en déséquilibre financier à long terme.
- le BFR est négatif durant 2013 et 2015, les passifs circulant sont supérieurs aux actifs circulants. La société rencontre un excédent de financement d'exploitation c'est-à-dire que les passifs circulant financent largement les valeurs d'exploitation et les valeurs réalisables.
En 2014, le BFR est positif cela veut dire que les besoins de financement d'exploitation de la SARL ELECTRONICS sont supérieurs aux ressources de financement.

- La trésorerie nette est positive durant tout la période de notre étude. cela indique l'existence d'un excédent de financement stable qui couvre la totalité des besoins nécessaires pour l'activité de l'entreprise. mais est ce qu'elle est en mesure d'honorer ses engagements à court terme ? c'est pourquoi pour mieux compléter notre interprétation, nous allons calculer les ratios de solvabilité et de liquidité pour s'assuré de cette autonomie.

2. Les ratios de solvabilité :

Tableau 5 : Variation des indicateurs de solvabilité

Éléments	Formules	Exercice		
		2013	2014	2015
Ratio de solvabilité générale	AT/DT	1.37	1.42	1.45
Ratio d'indépendance financière	CP/ CPE	1	1	1

Source : à partir des tableaux 1 et 2.

Commentaire :

- Le ratio de solvabilité général est supérieur à 1, on note une progression d'une année à une autre cela traduit la capacité de l'entreprise à payer l'ensemble de ses dettes en utilisant ses actifs.
- Dans la mesure où l'entreprise n'a pas eu recours à des dettes à long ou moyen terme ; nous constatons une égalité

entre les capitaux propres et les capitaux permanents d'où un ratio égal à l'unité.

L'entreprise pourra donc bénéficier d'un prêt bancaire s'il elle le souhaite pour des achats d'investissement par exemple. En conclusion on dira que l'entreprise est indépendante financièrement.

3. Les ratios de liquidité :

Tableau 6 : Variation des indicateurs de liquidité

Éléments	Formules	Exercice		
		2013	2014	2015
RLG	AC /DCT	0.99	1.04	0.9
RLR	VE+VR /DCT	0.57	0.6	0.6
RLI	VD / DCT	0.03	0.02	0.04

Source : à partir des tableaux 1 et 2.

Commentaire :

- la liquidité générale est inférieure à l'unité durant 2013 et 2015, ce qui traduit que la SARL ELECTRONICS à partir de ses valeurs circulant n'est pas capable de faire face à ces dettes à court terme. Selon l'exigence des banques ce ratio est insatisfaisant car inférieur à 1, ce qui explique la présence d'un fond de roulement net négatif.
- Quand à la liquidité réduite, elle est aussi inférieure à 1 c'est-à-dire les valeurs réalisable et disponible ne sont pas en mesure de rembourser les dettes à terme même pas une seule fois.

- La liquidité immédiate est nettement inférieure à 1 les valeurs disponibles de 2013, 2014 et 2015 ne permettent pas de couvrir respectivement 73%, 70% et 69% des dettes à court terme.

4. Étude de la rentabilité :

- **Calcul de la rentabilité économique :**

La rentabilité économique peut être appréciée en la décomposant en ses diverses composantes :

Tableau 7 : Calcul du capital investi

Éléments	Exercice		
	2013	2014	2015
Actif immobilisé (1)	36 903 134	31 195 798	43 735 259
BFR (2)	-4 088 012	1 784 859	-10 829 765
Actif économique (1) +(2)	32 815 122	32 980 657	32 905 494

Source : nous même

Tableau 8 : Calcul de rentabilité économique

Éléments	Exercice		
	2013	2014	2015
Résultat opérationnel	2 889 368	-1 185 059	-935 016
Actif économique (2)	32 815 122	32 980 657	32 905 494
ROA (1)/(2) en %	0.09	-0.04	-0.03

Source : nous même

Commentaire :

La rentabilité économique à pour but de donner une indication sur la capacité bénéficiaire de la SARL ELECTRONICS tout en neutralisant la rémunération du capital investi. Elle est diminuée d'une année à une autre. Cette situation s'explique par la diminution de la rentabilité commerciale sur ces années et l'alourdissement du BFR sur cette période. Il urge face à cette situation d'améliorer la rentabilité de l'activité et le BFR.

- **Calcul de la rentabilité financière :**

Tableau 9 : Ratio de rentabilité financière

Éléments	Exercice		
	2013	2014	2015
Résultat net (1)	1 590 611	-1 698 891	675 033
capitaux propres (2)	36 137 624	34 438 732	35 808 266
ROE (1)/(2) en %	0.044	-0.049	0.019

Source : nous même

Commentaire :

On remarque que la rentabilité financière diffère d'une année à une autre elle augmente puis diminue, cette mauvaise performance financière est due à l'indépendance financière de l'entreprise malgré la faible rentabilité économique dégagée.

- **Calcul de la rentabilité commerciale :**

Il traduit la capacité de l'entreprise à générer la rentabilité à partir du chiffre d'affaire mais aussi permet d'apprécier le dynamisme de l'activité commerciale.

Tableau 10 : Ratio de rentabilité commerciale en considérant le résultat net

Éléments	Exercice		
	2013	2014	2015
Résultat net (1)	1 590 611	-1 698 891	675 033
chiffre d'affaires (2)	29 014 361	66 609 724	92 173 518
Rentabilité commerciale (1)/(2) en %	0.05	-0.03	0.01

Source : nous même

Commentaire :

On note une régression de la performance, cela traduit l'importance de ses dépenses compte tenu du gain attendu. Nous pouvons dire que la SARL ELECTRONICS n'est pas commercialement rentable.

5. Évaluation de la performance financière de la SARL ELECTRONICS :

• **Application du modèle EVA :**

Cette méthode permettra de déterminer la capacité de la SARL ELECTRONICS à créer de la valeur économique EVA sur une période donnée. En effet les conséquences pour l'investisseur et pour l'analyste financier sont :

- Une EVA positive correspond à un enrichissement des actionnaires, une création de richesse additionnelle ;
- Une EVA négative ou nulle montre que l'entreprise a détruit de la richesse pendant la période considérée.

Tableau 11 : Calcul par la méthode d'EVA

Éléments	Formules	Exercice		
		2013	2014	2015
Capitaux propre	-	36 137 624	34 438 732	35 808 266
Dettes	-	97 403 079	81 680 795	79 204 803
Capitaux investis	CP +DT	133 540 703	116 119 527	115 013 069
RAO net impôt		-30 474 734	-34 165 716	-27 225 421
EVA	RAO net – capitaux investis	-164 015 437	-150 285 243	-142 238 490

Source : nous même

Nous constatons que la valeur économique ajoutée de la société est négative pour 2013,2014 et 2015. Ce qui signifie qu'elle n'a pas crée de la valeur durant ces trois derniers année donc il y'a amoindrissement de la valeur de l'entreprise.

Si on va plus loin, on remarque que les capitaux investis sont largement supérieur aux ROA net, la baisse de cet indicateur est due à une amélioration des capitaux investis plus que proportionnel qu'une baisse du résultat ROA Net. Des lors, la non performance due à une baisse de la capacité d'endettement.

- **Application du modèle d'Altman :**

Dans le cadre de notre étude nous nous sommes limités à l'application du modèle d'Altman car ce dernier est plus aisément applicable à cause de la disponibilité d'information nécessaire à son application.

La fonction du modèle d'Altman et la suivante :

$$Z = 1.2 X_1 + 1.4 X_2 + 3.3 X_3 + 0.6 X_4 + 1 X_5$$

Avec :

X_1 : FR/ AT

X_2 : Bénéfice non répartis / AT

X_3 : Bénéfice avant impôts et intérêts / AT

X_4 : CP / DT

X_5 : CA/ AT

Tableau 12 : Les éléments de calcul de la fonction d'Altman

Éléments	Exercice		
	2013	2014	2015
1.2X1	-0.007	0.034	-0.083
1.4X2	0.143	0.183	0.172
3.3X3	0.071	-0.034	0.027
0.6X4	0.223	0.253	0.271
X5	0.217	0.574	0.801
Z	0.647	1.009	1.189

Source : nous même

Les fonctions de score obtenues en 2013,2014 et 2015 sont respectivement $Z=0.647$, $Z=1.009$ et $Z= 1.189$. Elles sont inférieure a 1.81, donc le model prévoit la faillite mais rien n'est certifier car en remarque d'une année à une autre la fonction de score est croissante.

6. La stratégie d'optimisation fiscale adoptée par la SARL KAPS ELECTRONICS

Dans le cadre de ce travail de recherche, nous nous limitons à intégrer uniquement l'impôt sur les bénéfices (imposition directe sur les sociétés).

A travers la lecture des soldes intermédiaires de gestion (SIG), nous constatons que la société KAPS ELECTRONICS a adoptée une stratégie d'optimisation fiscale à travers le choix de la méthode d'amortissement. Les dotations aux amortissements, destinées à compenser la dépréciation des immobilisations, constituent une charge normale venant en déduction du bénéfice comptable en allégeant le prélèvement fiscal. L'avantage financier résulte de ce que l'amortissement constituant une charge non décaissée entraîne pour l'entreprise un excès de trésorerie qu'elle peut utiliser notamment pour de nouveaux investissements. L'amortissement constitue ainsi un instrument fiscal d'incitation à l'investissement. L'influence du régime d'amortissement sur la rentabilité de l'entreprise apparaît sous la forme d'économie d'impôt réalisée.

REMARQUE

Le taux d'imposition est l'élément clé dans la détermination de la charge fiscale pour l'entreprise. La société KAPS ELECTRONICS est assujettie au régime du réel, ce qui implique que la société procède au règlement de l'impôt IBS qui est de 26% du résultat au dépôt du bilan fixé avant le 30 avril par le paiement du solde de liquidation¹.

L'optimisation fiscale consiste à minimiser principalement l'impôt sur les bénéfices afin de maximiser le résultat après impôts. Notant ici, que l'économie d'impôt est conditionnée par l'acceptation de l'administration fiscale de déduire la dotation constatée.

RECOMMANDATIONS

L'analyse de la performance de la SARL ELECTRONICS nous a permis de comprendre le fonctionnement de l'entreprise, Néanmoins les résultats issus de notre étude révèlent que la SARL ELECTRONICS n'a pas atteint une amélioration de sa performance financière et qu'il existe d'autres variables qui influencent la performance de l'entreprise notamment la variable fiscale.

❖ Recommandation d'ordre général :

- Lutter pour son autonomie financière car les dettes à court terme sont plus élevées que les capitaux permanents ;

¹ Article 2 LFC publiée au JO n° 40 du 23 juillet 2015 (Ordonnance n° 15-01 du 23 juillet 2015 portant LFC pour 2015) et article 150 du code des impôts directs et taxes assimilées (CIDTA).

- Augmenter sa liquidité générale et immédiate afin de faire face au paiement des fournisseurs dans l'immédiat ;
- Définir clairement une politique de remboursement des créances - clients, il s'agira de réduire les délais client grâce au système de suivie des dossiers et de lutter contre les risque de non recouvrement ;
- Augmenter le taux de la marge bénéficiaire dans le chiffre d'affaires afin de relever le taux de rentabilité ;
- Utilisation du tableau de bord : c'est un ensemble de cohérent d'indicateur qui sont mis a la disposition d'un responsable avec une périodicité qui lui permet d'intervenir efficacement et ce, sur les éléments significatifs sans être noyés dans le détail. Ainsi le tableau de bord est caractérisé par :
 - Son aspect synthétique ;
 - Son orientation vers l'action ;
 - Sa composition d'indicateur financiers ;
 - Son aspect visualisable.

CONCLUSION

L'objectif de ce papier était de montrer que les stratégies intégrant mieux les normes de l'environnement tétranormalisé sont possibles, viables et avantageuses pour l'entreprise, ses parties prenantes, sous conditions d'organiser la convergence de ces normes, en partie au niveau du micro-environnement, à l'extérieur de l'organisation, en partie au sein de l'entreprise. Les résultats dégager confirme nos hypothèses, celle que la SARL KAPS ELECTRONICS grâce aux indicateurs financiers utilisés permet d'avoir un aperçu sur sa situation financière et

ainsi d'optimiser sa performance. Quand aux méthodes d'évaluation (EVA et d'Altman) employés nous ont confirmé que la société ne crée pas de la valeur et qu'elle court le risque de défaillance. L'impôt sur les bénéfices constitue pour la société une charge à gérer le coût tout en optimisant les différents choix fiscaux.

Plusieurs stratégies d'optimisations fiscales peuvent être adoptées par les entreprises tels que : la stratégie d'optimisation fiscale à travers le choix de la méthode d'amortissement et la stratégie d'optimisation fiscale à travers les incitations fiscales, et c'est à l'entreprise de choisir la stratégie la plus adéquate à son contexte et son environnement en vue d'être plus performante et plus compétitive.

Notre investigation sur le terrain a fait ressortir qu'il existe un décalage entre la prise de conscience de l'impact de la variable fiscale sur la performance financière de l'entreprise et de la nécessaire évolution des systèmes de mesure de la performance et la réalité des pratiques. En effet. Deux enseignements peuvent être tirés :

D'une part, la recherche portant sur l'incidence de la variable fiscale sur la performance de la PME algérienne est dans une phase de lancement ; d'autre part, la spécificité du propriétaire dirigeant de ces PME qui n'acceptent pas toujours la diffusion de l'information et l'introduction d'autres personnes dans la stratégie de son entreprise et en conséquence, le contrôle de sa gestion.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIE :

- Article 2 LFC publiée au JO n° 40 du 23 juillet 2015 (Ordonnance n° 15-01 du 23 juillet 2015 portant LFC pour 2015)
- Avouyi-Dovi S. et MUET P. A., (1987), «L'effet des incitations fiscales sur l'investisseur», Observations et Diagnostics Economiques, n° 18.
- Carré E. (1969), *Divergences entre fiscalité et comptabilité*, Dunod.
- Collette C., (1998), «Gestion fiscale des entreprises», édition Ellipses.
- Cozian M; (1980), "La gestion fiscale de l'entreprise", *Revue de Jurisprudence Fiscale*, n° 5.
- Crépon B. et Gianella C., (2001), «Fiscalité et coût d'usage du capital: incidences sur
Encyclopédie de Gestion, 1ère édition, Economica, article n°131, tome 3, p. 2703
- Nicolai J.P. et Leroux V., (1991), «Effets de la fiscalité sur l'investissement», Cahiers Economiques de Bruxelles, n °132, 4ème trimestre, pp.485-535.
- Parot J-C, (1989), «Stratégie d'optimisation fiscale» in Y. Simon et P. Joffre (éd),
- Savall ,H, Zardet,V., Bonnet ,M ,. . (2009). La crise : produit de la tetranormalisation ? Comment integrer en management des normes multiples et contradictoires ? Cahier de recherche.
- Savall, H. et Zardet, V.(2005) Tétranormalisation- Défis et dynamiques. Economica
- Savall, H., & Zardet, V. (2011). The qualimetrics approach ; observing the complex object. Charlotte: Information Age Publishing. SAVALL, H., ZARDET, V., &

Bonnet, M., Eds.(2009). Management socio-économique: une approche innovante. Paris: Economica.

- Savall, H., Zardet, V., & Bonnet, M (2012). Libérer les performances cachées des entreprises par un management socio-économique, BIT ?ISEOR.
- Savall, H., Zardet, V., & Bonnet, M., Eds.(2009). Management socio-économique:
- Savall, Reconstruire l'entreprise. Analyse socio-économique des conditions de travail. Paris: Dunod. PIGÉ, BGouvernance, contrôle et audit des organisations. Paris: Economica.
- Scholes, M.S. et Wolfson. M.A., (1996), «Fiscalité et stratégie d'entreprise: une
- Soulef DAMMAK épouse ACHICH(2006). Impact de la fiscalité sur les décisions et modalités de financement des investissements, ainsi que sur la valeur de la firme. Analyse comparative (France, Allemagne, Royaume Uni, Etats-Unis et Tunisie). Thèse en vue de l'obtention du Doctorat en Sciences de Gestion. Université de Sfax.
- Zardet Véronique Savall Henri Bonnet Marc(2012). Comment manager le couple [organisation-territoire], creuset de la performance durable.